

AI Index: PRE 01/316/2009
27 August 2009

Colombie. Troisième massacre de populations indigènes Awá en 2009

Le massacre de 12 indigènes en Colombie, parmi lesquels quatre enfants, est une conséquence de l'échec de la politique des autorités qui n'ont pas tenu compte des avertissements qui leur avaient été lancés expliquant que, si aucune mesure n'était prise pour protéger cette communauté, d'autres attaques auraient lieu, a déclaré Amnesty International ce jeudi 27 août.

« Le 26 août, des Awás ont été victimes du troisième massacre à l'encontre de leur communauté en moins d'un an, a déclaré Susan Lee, directrice du programme Amériques d'Amnesty International. Combien de personnes devront encore mourir avant que le gouvernement n'agisse pour protéger cette communauté ? »

Le 26 août, des hommes armés non identifiés ont pénétré dans la réserve indigène de Gran Rosario, dans le sud-ouest du département de Nariño et ont tué 12 personnes, dont quatre enfants, tous membres d'une même famille semble-t-il.

Parmi les morts de la communauté Awá figure Tulia García, qui avait reçu des menaces de mort à plusieurs reprises après l'assassinat de son mari Gonzalo Rodríguez Guanga en mai 2009. Elle avait dénoncé cet assassinat et affirmé qu'elle tenait l'armée colombienne pour responsable de sa mort.

Plus d'une cinquantaine d'Awás de Nariño ont été tués depuis septembre 2008 par la guérilla, les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires qui se disputent le contrôle de la région. Les derniers homicides ont eu lieu après une série d'attaques contre la communauté Awá. Selon l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC), la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) a tué dix Awás le 11 février 2009 dans le département de Nariño. Auparavant, 17 Awás avaient été tués le 4 février, semble-t-il par les FARC.

Ces attaques interviennent à la suite d'une série de menaces de mort faites par les paramilitaires, soutenus par l'armée, contre l'Unité indigène du peuple Awá, l'UNIPA.

« Le massacre d'Awás démontre une nouvelle fois que c'est la population civile qui paie le plus lourd tribut au conflit et que le gouvernement colombien n'accorde pas à la protection de la population civile dans les zones de conflit la priorité qui lui revient », a déclaré Susan Lee.

Selon Amnesty International, le gouvernement colombien n'a toujours pas indiqué clairement quelles mesures il comptait prendre pour protéger les populations Awá de nouvelles attaques ; l'organisation salue cependant l'annonce faite par les autorités colombiennes le 26 août de son intention de charger des organismes d'enquête d'État de faire progresser les enquêtes criminelles sur ces homicides.